



GROUPE INTERSUD

FACILITATEUR DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Lettre d'information n°84- Novembre 2021

Cette lettre vous est proposée par INTERSUD, AFRECO et G2C et sera diffusée à leurs fidèles clients

Conjoncture : attention à la reprise !

Si la croissance atteint des chiffres jamais atteints depuis plusieurs décennies, l'embellie de l'économie française ne doit pas cacher ses limites, et ses failles. La prudence s'impose, plus que jamais.

Avec 3% de croissance au troisième trimestre 2021, un chiffre jamais atteint depuis le troisième trimestre de 1968, l'économie française semble connaître une magnifique, et bienvenue, embellie. [Selon l'INSEE, qui publie ces données](#), l'acquis de croissance pour l'année 2021 atteint déjà + 6,6%. Mais cette progression, aussi impressionnante soit-elle, doit être relativisée : elle permet tout juste de retrouver, à peu près, le niveau de PIB (produit intérieur brut) d'avant la crise sanitaire.

En outre, la reprise est très inégale. La moitié des 3% de croissance du troisième trimestre vient d'un seul secteur : l'hôtellerie-restauration. L'activité n'y est plus que 4,4 % en deçà de son niveau d'avant la pandémie. Dans le reste de l'économie, le bilan est loin d'être uniforme. Ainsi, les loisirs, tout comme l'hôtellerie-restauration, ont largement bénéficié de la levée des restrictions. Mais au niveau du commerce extérieur, le tourisme demeure largement en retrait d'environ 30% par rapport au dernier trimestre de 2019, note l'Insee. Si les services se situent au-dessus de la période avant-crise et si la construction a quasiment refait tout le chemin, il n'en va pas de même pour l'industrie manufacturière : elle affiche toujours une production inférieure de 6% à son niveau d'avant-crise. De même, le dynamisme actuel de la consommation des ménages -qui contribue pour plus de 40% à la croissance du PIB- pourrait bien se trouver entravé par la forte augmentation des prix de l'énergie, qui n'a pourtant pas encore produit tous ses effets.

Production, consommation et FBCF : principales composantes – évolutions par rapport au T4 2019

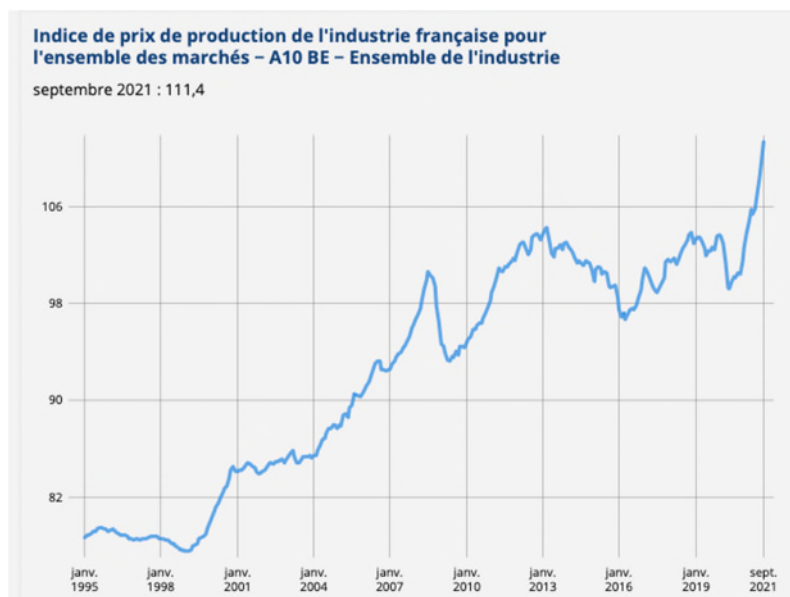
variations en %, données CVS-CJO

	2020 T4	2021 T1	2021 T2	2021 T3
Production branche	-4,5	-4,2	-2,7	-0,2
Biens	-4,6	-4,2	-3,9	-4,2
<i>Ind. manufacturière</i>	-6,0	-5,3	-5,4	-6,0
Construction	-4,1	-3,2	-0,1	-1,1
Services marchands	-6,1	-6,0	-3,6	0,9
Services non marchands	1,3	1,6	1,6	3,1
Consommation des ménages	-6,8	-6,8	-5,6	-0,9
Alimentaire	2,6	3,0	1,2	-2,0
Énergie	-5,1	-2,2	-0,8	1,3
Biens fabriqués	-3,8	-3,6	-8,1	-2,3
Services	-12,5	-13,4	-9,3	-1,1
FBCF	-1,4	-1,0	1,5	1,4
Produits manufacturés	-3,3	-2,9	-2,2	-4,2
Construction	-4,6	-3,5	-0,4	-1,0
Services marchands	3,4	-3,1	5,9	7,6

Source : Insee

Le risque d'inflation

La hausse des prix, en effet, guette. [L'indice des prix à la consommation](#) affiche +2,6% de progression sur un an. Mais celui des prix à la production et à l'importation explose, lui, carrément : l'indice a atteint un niveau de 111,4 en septembre, contre 100,1 en août 2020 et 103,7 en décembre 2019. La pénurie de certaines matières premières et composants, la flambée des prix de l'énergie constituent des goulets d'étranglement à la reprise. En témoigne l'annonce faite par le constructeur automobile Renault, qui produira 500 000 véhicules en moins que prévu en raison des pénuries. Les tensions sur le marché du travail sont également très importantes dans certains secteurs où la bonne conjoncture incite au turn-over des salariés. Enfin, la reprise sera peut-être freinée par le retour des entreprises à la (dure) réalité : la fin progressive de l'activité partielle, de la mansuétude des organismes sociaux, la nécessité de commencer à rembourser le PGE (prêt garanti par l'Etat) au terme de ses deux premières années, autrement dit, bien souvent à partir du printemps 2022, constituent autant de menaces. Et ce, alors même que la croissance de l'activité augmente, bien souvent, le besoin en fonds de roulement.



Des défaillances à analyser de près

Les « bons » chiffres de défaillance d'entreprises commencent, du reste, à donner quelques indications sur ces possibles failles. Certes, révèle Altarès, « avec 5 311 procédures collectives ouvertes, en recul de 20,8 % par rapport au 3e trimestre 2020, le volume des jugements est deux fois inférieur au niveau d'avant Covid. Mais des signaux de fragilisation émergent pour les PME de 10 à 19 salariés qui étaient encore épargnées au 2e trimestre 2021 : elles observent une augmentation de 30 % des redressements judiciaires », écrit l'étude.

Parmi les secteurs qui semblent plus fragiles aux yeux d'Altarès, avec des augmentations de taux de défaillance : la construction de maisons individuelles, les activités d'installation d'équipements thermiques et de climatisation, de menuiserie métallique et serrurerie, les travaux publics, la promotion immobilière, la boucherie, les petites quincailleries, l'industrie manufacturière, notamment l'imprimerie, la fabrication de structures métalliques, le nettoyage des bâtiments, et, plus étonnant, la programmation informatique et le conseil en systèmes et logiciels informatiques.

Plus que jamais, donc, la prudence s'impose : vérifier la situation financière de ses partenaires, mais aussi leur capacité à soutenir des hausses de prix de leurs intrants, à fiabiliser leurs approvisionnements, est, plus que jamais, crucial.

Les analystes d'Intersud, G2C et Afreco sont à votre disposition.

Intersud



04 91 19 02 00

Afreco



04 78 53 12 99

G2C



04 72 88 69 00